

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS	ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE Six mois Un an	VOIE AERIEENNE Six mois Un an
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque	an, Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15 000f 31 000f	La ligne 1 000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Etranger : France, Zaïre, R.C.A., Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie 20 000f 40 000f	Chaque annonce répétée Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23 000f 46 000f	(Il n'est jamais compte moins de 10 000 francs pour les annonces)
	Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f	
	Par la poste Majoration de 130 f par numéro	
	Journal légalisé 900 f Par la poste	Compte bancaire B. C. S. n° 5520790630/64

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2009

- 13 novembre Décret n° 2009-1271 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger 45
- 13 novembre Décret n° 2009-1272 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger 46

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE D'AFRIQUE DE L'OUEST

01 septembre Décret n° 2009-1273 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger

DECRET n° 2009-1271 du 13 novembre 2009 portant nomination dans l'Ordre national du Lion à titre étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu le décret n° 72-24 du 11 janvier 1972 portant Code de l'Ordre national du Lion, modifié par le décret n° 72-942 du 26 juillet 1972 ;

Vu le décret n° 2002-593 du 13 juin 2002 portant nomination du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-1129 du 14 octobre 2009 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement ;

Vu la correspondance n° 4166-MFA-1 ABM/L du 16 octobre 2009 ;

sur présentation du Grand Chancelier de l'Ordre national du Lion ;

DECRET

ARTICLE 1^{er} (Fait) Les personnes ci-dessous désignées sont nommées dans l'Ordre national du Lion à titre étranger :

1. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

2. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

3. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

4. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

5. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

6. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

7. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

8. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

9. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

10. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

11. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

12. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

13. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

14. M. [Nom] [Fonction] [Pays]

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination au grade national »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant Code de »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

M. Francisco Javier Valaquez Lopez, Directeur
« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 »

Abdoulaye WADIA

Par le Président de la République :

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 »

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

**DECISION n° 6-2009 CM-UEMOA en date du
25 septembre 2009 portant adoption de la
Stratégie de l'UEMOA dénommée « Initiative
regionale pour l'Energie durable » (IREDD).**

LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION ECONOMIQUE
ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA) :

Vu le Traité en date du 10 janvier 1994, instituant l'Union
Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), notamment en
ses articles 5, 6, 7, 16, 20, 21, 25, 26, 41 et 45, 101 et 102 ;

Vu le Traité en date du 14 novembre 1973, constituant l'Union
Monétaire Ouest Africaine (UMOA), notamment en son article
20 ;

Vu le Traité en date du 10 janvier 1994, instituant l'Union
Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), notamment en
ses articles 5, 6, 7, 16, 20, 21, 25, 26, 41 et 45, 101 et 102 ;

Vu le Traité en date du 10 janvier 1994, instituant l'Union
Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), notamment en
ses articles 5, 6, 7, 16, 20, 21, 25, 26, 41 et 45, 101 et 102 ;

Vu la Déclaration n° 1 du 17 mars 2009, relative aux
« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

Considérant la situation énergétique particulièrement préoccupante
de l'Union ;

Considérant le rapport de la commission ad hoc chargée de
l'énergie et du financement de l'économie sous-régionale mis en
place par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, lors
de sa session extraordinaire, tenue à l'Angade de Lomé le 17 janvier
2008 ;

Considérant la nécessité de la question de l'énergie dans
« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

« 2009-1172 du 15 novembre 2009 portant nomination »

Dispositif :

Article premier. - Est adoptée la Stratégie
de l'UEMOA dénommée « Initiative régionale pour
l'Energie durable » (IREDD), telle qu'annexée à la
présente Décision, dont elle fait partie intégrante.

Art. 2. - Le Conseil des Ministres fixe, par voie de
Décision, les modalités de mise en œuvre de cette
stratégie.

Art. 3. - La Commission de l'UEMOA, la BCEAO
et la BOAD sont chargées de la mise en œuvre de
la présente décision qui entre en vigueur à compter de
la date de signature et qui sera publiée au *Bulletin
Officiel de l'Union*.

Fait à Lomé, le 25 septembre 2009.

Pour le Conseil des Ministres

Le Président

Charles Koffi Diby

16 janvier 2011

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE

17

ANNEXE

STRATÉGIE DE RÉSOLUTION DURABLE
DE LA CRISE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA
INITIATIVE RÉGIONALE POUR L'ÉNERGIE
DURABLE (IREED)

INTRODUCTION

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) regroupe actuellement huit États membres, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo avec une population de plus de 87 millions d'habitants.

Depuis plus d'une décennie, les États membres de l'UEMOA éprouvent, à des degrés divers, des difficultés persistantes pour satisfaire leurs besoins locaux en énergie électrique. En dépit des tentatives de réponse individuelle ou concertée à cette situation, les États membres de l'UEMOA à l'exception de la Côte d'Ivoire, connaissent encore de nombreuses et fortes perturbations dans la distribution de l'énergie électrique. Récemment, dans certains États membres, les périodes cumulées, les délestages dépasseraient, parfois douze heures par jour. Les effets, bien que difficilement quantifiables, sont estimés sur la base des investigations à plus de 100 GWh par an dans certains États. Cette crise qui est devenue fondamentalement structurelle est aggravée par la conjoncture internationale défavorable pour les pays importateurs de pétrole en raison des fluctuations continues des prix des produits pétroliers. La crise de l'énergie électrique a un impact négatif sur la compétitivité et partant sur l'activité et la croissance économiques.

Cette crise de l'électricité que vivent la plupart des États membres de l'UEMOA a déjà amené les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union à mettre en œuvre les solutions d'urgence visant à soulager et à atténuer les souffrances de leurs populations, parmi lesquelles la limitation de groupes d'électroménagers à des heures prohibitives, l'effacement en heures creuses des brûleurs à gaz (EBC), l'arrêt des fonctionnements des centres d'enseignement technique (CET), etc. Ces solutions ont prouvé qu'elles sont insuffisantes.

Ainsi, la 12ème session ordinaire du Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, en 2007, a initié les initiatives prises par les États membres de l'UEMOA pour apporter des réponses adéquates à la crise de l'énergie. Tous les États membres de l'Union qui ont exhorté la Commission de l'UEMOA à élaborer un modèle de la situation d'urgence, pour s'occuper d'une démarche stratégique permettant de trouver des solutions optimales et durables dans un horizon de moyen et long terme, à savoir le renforcement des capacités de production et l'utilisation, à terme, de sources d'énergie alternatives.

Au-delà des interventions individuelles des États membres, la résolution de la crise de l'énergie électrique dans les États membres de l'UEMOA nécessite une action concertée et coordonnée de l'ensemble des États membres de l'Union. C'est pourquoi, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des États membres de l'Union ont décidé, lors de la 12ème session ordinaire du Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, en 2007, de proposer des solutions durables à la crise de l'énergie.

A l'issue de ses travaux, le Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a adopté une stratégie d'urgence pour la crise de l'énergie électrique dans les États membres de l'Union. Cette stratégie a été mise en œuvre par l'Union à l'échelle régionale pour l'énergie durable (IREED) dans la perspective de l'élaboration d'un plan d'action régional pour la crise de l'énergie électrique. Cette stratégie a été mise en œuvre par l'Union à l'échelle régionale pour l'énergie durable (IREED) dans la perspective de l'élaboration d'un plan d'action régional pour la crise de l'énergie électrique.

La stratégie d'urgence pour la crise de l'énergie électrique dans les États membres de l'Union a été mise en œuvre par l'Union à l'échelle régionale pour l'énergie durable (IREED) dans la perspective de l'élaboration d'un plan d'action régional pour la crise de l'énergie électrique.

L'état des lieux des systèmes électriques dans les États membres de l'Union a été mis à jour. Les systèmes électriques dans les États membres de l'Union ont été mis à jour. Les systèmes électriques dans les États membres de l'Union ont été mis à jour. Les systèmes électriques dans les États membres de l'Union ont été mis à jour.

L'accès à l'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union. L'accès à l'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union. L'accès à l'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union.

Le coût de l'électricité est une préoccupation majeure pour les États membres de l'Union. Le coût de l'électricité est une préoccupation majeure pour les États membres de l'Union. Le coût de l'électricité est une préoccupation majeure pour les États membres de l'Union.

La production d'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union. La production d'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union. La production d'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union.

La consommation d'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union. La consommation d'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union. La consommation d'électricité est une priorité pour les États membres de l'Union.

Le gap est le déficit additionnel par l'Etat membre (en MW).

	2008-2012	2013-2020	2021-2030	Total
Bénin & Togo	393	511,5	1.204	2.108,5
Burkina Faso	144	300		444
Côte d'Ivoire	650	1254		1904
Gambie-Bissau	15	37,4		52,4
Mal	270	542,97	135	947,97
Niger	93	325		418
Sénégal	658,5	526,26		1184,76
Total UEMOA	2223,5	3497,13	1339	6059,63

Cependant, cette offre additionnelle ne permettra pas de couvrir le déficit à très court terme, de satisfaire la demande à long terme.

En effet, la confrontation de l'offre et de la demande montre un état de déficit à court terme, dû au retard jusqu'en 2010 du fait de l'inertie dans la mise en oeuvre de projets. Entre 2010 et 2026, le développement de la demande est adéquat, à la condition d'une réalisation à date des projets. L'offre à long terme n'est pas totalement en charge, au regard du faible nombre de projets et de l'importance du déficit à couvrir à l'horizon 2030.

Gap offre- demande (en MW)

Phase d'urgence 2009-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
Demande faible	2.594	2.722	2.963	3.198	3.439
Demande moyenne	2.624	2.839	3.071	3.298	3.526
Demande forte	2.713	3.033	3.391	3.749	4.107
Evolution de l'offre	2.390	2.796	3.500	4.211	4.922
Gap offre- demande faible	- 205	- 23	537	1.155	1.742
Gap offre- demande moyenne	- 234	- 43	429	1.076	1.766
Gap offre- demande forte	- 324	- 237	109	1.132	1.914

Phase d'investissements et de transformation 2012 - 2020

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Demande faible	164	173	181	190	4.416	4.720	5.025	5.330	5.635
Demande moyenne	181	193	207	227	5.259	5.881	6.503	7.125	7.747
Demande forte	207	228	251	271	6.630	7.416	8.202	9.088	9.974
Evolution de l'offre	191	191	191	516	6.096	6.146	6.196	6.246	6.296
Gap offre- demande faible	26	18	10	326	1.679	1.427	1.171	916	1.662
Gap offre- demande moyenne	10	- 2	- 16	288	836	265	216	117	248
Gap offre- demande forte	- 17	- 37	- 60	240	- 534	- 1.270	- 2.006	- 2.842	- 3.679

Phase de développement durable (long terme) 2020 - 2030

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Demande faible	6.162	6.587	7.041	7.526	8.046	8.601	9.195	9.820	10.474	11.158
Demande moyenne	9.201	10.293	11.515	12.884	14.416	16.132	18.053	20.205	22.599	25.244
Demande forte	14.618	13.001	14.549	16.282	18.224	20.399	22.835	25.561	28.587	32.017
Evolution de l'offre	7.826	7.826	7.826	7.841	8.046	8.046	8.075	8.075	8.075	7.945
Gap offre- demande faible	1.665	1.240	786	314	- 0	- 556	- 1.120	- 1.755	- 2.434	- 3.290
Gap offre- demande moyenne	- 1.375	- 2.467	- 3.689	- 5.043	- 6.370	- 8.086	- 9.978	- 12.130	- 14.540	- 17.369
Gap offre- demande forte	- 3.792	- 5.174	- 6.722	- 8.442	- 10.179	- 12.353	- 14.761	- 17.490	- 20.547	- 24.102

La phase 2020-2030 marque l'évolution vers une offre d'énergie durable et respectueuse de l'environnement. Le secteur électrique devient très faiblement émetteur de CO₂ et fait profiter à la zone UEMOA des ressources captées sur le marché du carbone et des incitations initiées dans le cadre des Mécanismes de Développement Propre (MDP).

L'offre permet de satisfaire de façon durable une demande dynamisée par une énergie moins coûteuse et plus compétitive, à partir de trois sources majeures : l'hydro-électricité qui aura fait l'objet d'investissements très importants, les énergies renouvelables (solaire thermique, biomasse, éolien, petite et moyenne hydroélectricité) mais aussi l'énergie nucléaire.

L'ambition portée par la Vision se décline en trois objectifs stratégiques prioritaires : le taux d'électrification dans l'UEMOA, le prix moyen de l'électricité et la part des énergies renouvelables dans le parc de production.

- L'objectif de taux d'électrification dans l'UEMOA est de passer de 17 % en 2007 à 80 % en 2020 et 100 % en 2030 (accès universel au service de l'électricité).

- Le prix moyen de l'électricité dans l'espace UEMOA est réduit à 30 francs CFA le KWh à l'horizon 2030.

- La proportion d'énergies renouvelables et durables (hydroélectricité, solaire, biomasse, éolien) dans le parc de production passera de 36 % en 2007 à 82 % en 2030.

Pour mettre en œuvre la vision d'avenir 2030, l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IREDD) est lancée autour de quatre axes stratégiques

AXE STRATEGIQUE 1 - *Développer une offre diversifiée, compétitive et durable*

La stratégie d'offre prend en compte des projets déjà répertoriés et apporte des solutions aux situations de déficit dans le court terme (2009 et 2010) et surtout dans le long terme (au-delà de 2020).

Dans le court terme (2009-2012), les solutions d'offre résorber le déficit portent sur la réhabilitation et la réparation de groupes existants, l'accélération de projets nouveaux en cours d'implémentation, des appuis appropriés aux opérateurs d'électricité tels que la garantie de l'approvisionnement en combustibles aux conditions d'une tarification adéquate, la transformation des groupes pour l'utilisation de combustibles moins coûteux, etc. En effet, la mise en place de ces types d'intervention devrait se faire très rapidement.

Pour renforcer l'offre prévue dans un horizon de court terme, il est proposé trois nouveaux projets additionnels.

Premièrement, la transformation d'ici 2010 des turbines à gaz de la CIPREL en Côte d'Ivoire en cycle combiné apportera +160 MW supplémentaires tout en gardant le niveau de consommation actuel en gaz, soit un gain de 50 % de puissance supplémentaire.

La deuxième recommandation majeure porte sur le doublement du projet charbon au Sénégal (+250 MW), projet porté par l'IPP suédois NYCOMB CYNERGETICS. La négociation de l'extension pourrait se faire avec les investisseurs actuels, surtout si le préfinancement du projet est facilité par le Dispositif Financier de l'IREDD. Une voie possible est celle du leasing sous forme d'un contrat O & M avec l'exploitant suédois. La garantie pourra être levée par le Dispositif Financier de l'IREDD. La livraison pourrait se faire en deux tranches entre 2010 et 2011, pour s'aligner sur le programme actuel.

Enfin, il est également prévu un projet de construction d'une centrale thermique à charbon de 200 MW à Salkadamna. Le projet consiste en l'exploitation et en la mise en valeur du charbon de Salkadamna, région situé à 80 km au nord ouest de Tahoua. Il comporte deux volets : (i) la production d'énergie électrique à partir d'une centrale thermique au charbon d'au moins 200 MW en plusieurs unités et (ii) la production de 100.000 tonnes de briquettes au charbon par an destinées à un usage domestique. La mise en service de la centrale de Salkadamna est prévue pour 2011.

Pour combler le déficit d'ici 2010, les solutions d'offre ne suffiront pas sans être associées à un large programme d'économie d'énergie intéressant l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA. Un ambitieux programme de réduction de la pointe d'éclairage à travers une campagne de distribution de Lampes Basse Consommation (LBC) dans tous les Etats membres. Une facilité de crédit permettra d'étendre le programme de maîtrise de la consommation d'énergie électrique aux administrations publiques, collectivités locales, entreprises industrielles, secteur touristique... tout en appuyant l'installation d'entreprises industrielles et de services d'économies d'énergies (ESCO).

La période 2012-2020 constitue un tournant pour la satisfaction de la demande dans des conditions de meilleure compétitivité. Cela passe en particulier par l'augmentation du parc hydroélectrique - passage de l'hydroélectrique de 38 % de la puissance installée en 2008 à 45 % en 2020 - et la réduction de la part de parc à base de combustibles pétroliers - baisse de 38 % en 2008 à 14 % en 2020. La part d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) reste à 47 % en 2020. 2 / 3 de ce parc repose cependant sur une ressource gaz disponible au plan régional et dans une moindre mesure le charbon, avec la mise en exploitation des mines de Salkadamna au Niger. Cette nouvelle donne rend la configuration de l'offre meilleure mais non pérenne.

L'UEMOA dispose d'un potentiel important et inexploité de ressources énergétiques renouvelables pour répondre au relais des ressources fossiles non pérennes et répondre à une demande en croissance forte et croissante dans un horizon de long terme (2020-2030).

Le solaire - Le niveau d'ensoleillement est très élevé et intense en zone sahélo-saharienne, avec plus de 300 heures d'ensoleillement annuel et un potentiel de 5,8 KWh par m². L'UEMOA dispose de larges étendues de surfaces vierges, de toutes activités et activités et disponibles à l'usage agricole (savane et désert) du fait d'une absence de compétition sur ces terres (agriculture, habitat).

L'évaluation actuelle des sources d'énergie renouvelables mettrait au premier plan la technologie de solaire thermique aujourd'hui en plein développement et devant arriver à pleine maturité dans la période 2020-2030. Le solaire thermique est aujourd'hui à un coût de 30 à 40 KWh se situant autour de 30 FCFA en 2020 pour une centrale de grande taille (900 MW). Il est vrai que son productible reste limité chaque jour par une période nocturne sans ensoleillement. Cette limite peut être repoussée grâce à un système de stockage de l'énergie. Il pourrait être envisagé de stocker la chaleur par du sel fondu chauffé à des températures élevées, permettant de produire de la valeur et de l'électricité la nuit. Le solaire thermique s'adapte particulièrement bien aux échanges dans le cadre d'un réseau interconnecté d'échanges d'énergie électrique comme le WAPP. Il produit de l'électricité aux heures les plus chaudes de la journée quand la demande est forte. Quand la demande n'est pas forte, l'énergie solaire non consommée peut être stockée en alimentant un système de pompage - turbinage permettant de renforcer une production hydroélectrique qui prendra le relais la nuit par exemple.

La biomasse - Le potentiel de biomasse de l'espace UEMOA reste faiblement exploité à des fins de production d'électricité. Ce potentiel se situe à plusieurs niveaux : (i) Résidus agricoles : bagasse issue de la production sucrière, coques de café et cabosses de cacao, coques de noix de palme, tiges..., (ii) Production dédiée : tubercules comme le manioc mais en concurrence avec l'alimentation humaine, (iii) Ressources ligneuses : bois, (iv) Biomasse aquatique : typha

L'éolien - Dans l'espace UEMOA, le potentiel éolien existe mais reste assez mal connu en l'absence d'études permettant d'identifier les vents dominants ainsi que leur force et leur régularité. On a identifié un potentiel sur la façade atlantique (nord du Sénégal) avec des vents assez constants qui se situent entre 5,5 à 7 mètres par seconde. Un potentiel existerait sur d'autres zones côtières et continentales (Cotonou, Lomé) avec des vents de moindres amplitudes et moins constants.

Cartographie du potentiel en énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse) dans la zone UEMOA

La petite et moyenne hydroélectricité - Il existe à l'échelle de différents Etats membres un potentiel de développement de la petite et moyenne hydroélectricité. Les collectivités locales, les petits centres urbains isolés devraient pouvoir tirer pleinement parti de la valorisation de cette ressource à l'instar d'autres pays tels que le Maroc.

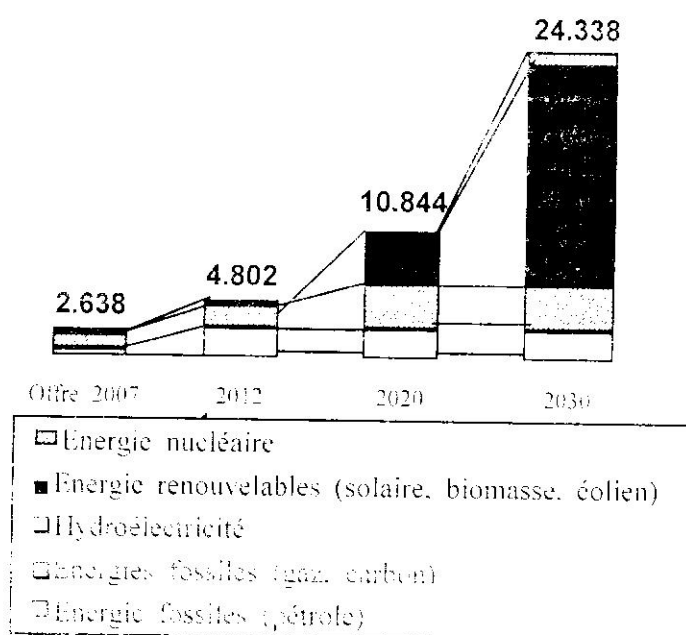
De plus, le nucléaire représentera en 2030 l'option la plus crédible, à côté de l'hydroélectricité et du solaire thermique, ce qui justifie que l'UEMOA entame dès à présent les actions nécessaires pour développer et bâtir des partenariats stratégiques adéquats pour sa réalisation. Ces choix stratégiques de diversification permettront ainsi à l'UEMOA de se doter à partir de 2020 d'une énergie à la fois compétitive et insérée sur des bases durables.

Ces options doivent garantir une énergie en quantité suffisante, à un coût compétitif et surtout durable. La valorisation de ces ressources participera de façon importante à l'atteinte de l'objectif d'accès universel à l'électricité.

L'option d'hydroélectricité reste cependant sujette à des incertitudes plus fortes liées aux changements climatiques : baisse de l'hydraulicité due à des périodes de sécheresse plus longues et plus sévères, phénomènes d'inondation récurrents...

Au final, l'offre d'énergie dans l'espace UEMOA épouse les contours d'une demande moyenne contrainte durant les premières années, 2008-2015, et qui s'accroît progressivement avec la compétitivité et la durabilité de l'offre.

Evolution de la configuration de l'offre par source d'énergie (en MW)



Evolution de la configuration de l'offre par source d'énergie (en %)

	OFFRE 2007	OFFRE 2012	OFFRE 2020	OFFRE 2030
Energie fossiles (pétrole)	38 %	30 %	13 %	5 %
Energie fossiles (gaz, charbon)	22 %	40 %	27 %	12 %
Hydroélectricité	38 %	25 %	34 %	16 %
Energies renouvelables (solaire, biomasse, éolien)	2 %	4 %	27 %	62 %
Energie nucléaire	0 %	0 %	0 %	4 %

La mise en place de cette offre nécessitera une puissance additionnelle de 21.984 MW à l'horizon 2030. Elle requiert des investissements à hauteur de plus de 20.000 milliards de francs CFA (33,5 milliards d'euros).

Puissances additionnelles et investissements requis

Puissances additionnelles (en MW)	2008-2012	2013-2020	2021-2030	Total
Energies fossiles (pétrole)	508	-	-	508
Energies fossiles (gaz, charbon)	1.358	952	40	2.350
Hydroélectricité	212	2.483	285	2.981
Energies renouvelables (solaire, biomasse, éolien)	146	2.700	12.300	15.146
Energie nucléaire	-	-	1.000	1.000
	2.224	6.135	13.625	21.984

Investissement requis (en milliards de francs CFA)	2.098	6.557	11.483	20.138
--	-------	-------	--------	--------

L'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies globales et volontaires pour le développement de filières à haut potentiel constitue un levier majeur de réussite de la stratégie de développement d'une offre diversifiée, compétitive et durable.

Au-delà de la production d'électricité de grande capacité (solaire thermique), le solaire est appelé à jouer un rôle central dans les politiques de maîtrise des consommations et d'efficacité énergétique.

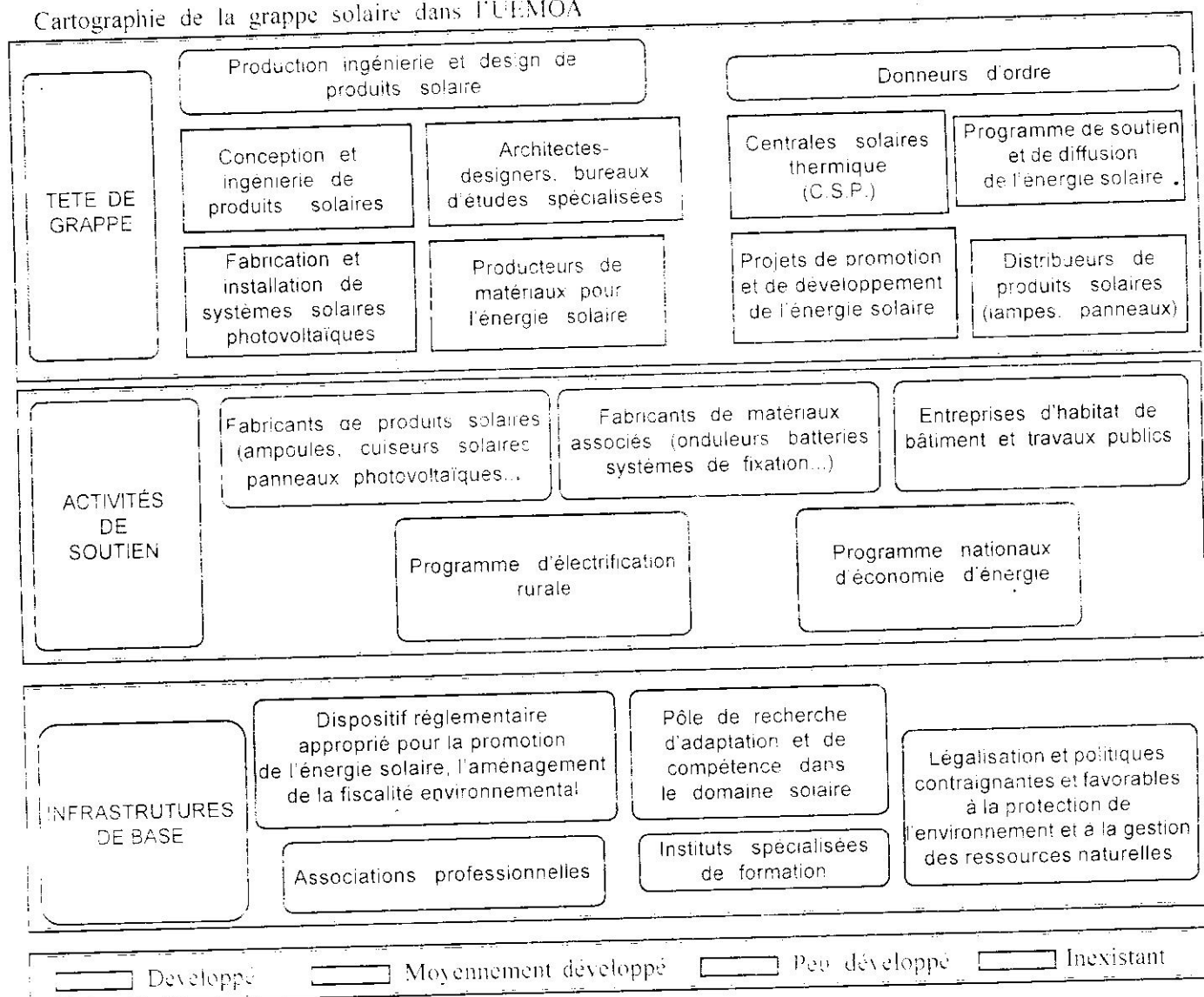
Cela passera par la mise en oeuvre d'une stratégie globale et cohérente permettant l'émergence d'une grappe intégrée avec des activités de soutien et la mise en place d'une infrastructure de base adaptée comme les centres de formation et pôles d'excellence, une réglementation incitative.

Ces politiques ciblent en particulier les administrations publiques, les collectivités locales, les industries et autres secteurs de prédilection comme l'habitat ou l'hôtellerie. Pour réussir de telles politiques, il est indispensable de conclure des partenariats stratégiques avec des pays en avance sur la technologie solaire comme l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Espagne ou Israël.

Actuellement, la grappe solaire dans l'UEMOA n'est aujourd'hui qu'au stade de la pregrappe, avec une présence d'activités très faible dans les secteurs de tête et les activités de soutien. L'infrastructure de base est aussi quasi-inexistante.

Un dispositif de financement est prévu dans le Fonds de Développement Energique pour stimuler le développement des activités de production et de service, et stimuler la fonction crédit au profit des bénéficiaires et porteurs de projets.

Cartographie de la grappe solaire dans l'UEMOA



Un autre centre d'intérêt est l'émergence au plan régional d'une industrie pour la fabrication de lampes basse consommation, grâce notamment à l'établissement de partenariats avec des pays comme la Chine, premier producteur de lampes au monde avec plus de 20 % du marché mondial.

AXE STRATEGIQUE 2. - Mettre en place un plan régional de maîtrise de la consommation d'électricité et d'amélioration de l'efficacité énergétique

La mise en oeuvre de politiques de maîtrise de la demande d'énergie et d'efficacité énergétique vise à rendre plus efficiente la consommation énergétique.

Ces politiques sont tirées des enseignements issus des meilleures pratiques de maîtrise de la demande. Elles doivent être initiées par et au profit des Etats & Collectivités locales, les opérateurs d'électricité et les consommateurs finaux (ménages et entreprises).

A l'instar de pays phares dans la mise en oeuvre de politiques d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique, l'UEMOA cible des objectifs ambitieux : une économie de 20 % de la consommation énergétique grâce à un Programme Régional d'Economie d'Energie, dont, dont une première phase à court terme (2009-2010) vise à réduire de 10 % la puissance de pointe.

Éventail de mesures de maîtrise de la demande et d'efficacité énergétique à mettre en oeuvre

	Etats et Collectivités locales	Opérateurs d'électricité	Consommateurs finaux
Mesures d'économie d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Lancer un programme volontariste de promotion et d'accompagnement au développement de l'éco-citoyenneté (LBC) - lancer des programmes d'économie d'énergie dans les locaux administratifs, les écoles, hôpitaux et collectivités (écoles, etc.) - mettre en place un programme d'acquisition des LBC - favoriser une fiscalité discriminatoire pour les appareils basse consommation, les matériaux pour le bâtiment (éclairage, eau chaude, etc.) - Lancer l'utilisation des LBC et kits solaires pour l'éclairage public 	<ul style="list-style-type: none"> - Inciter à mettre en oeuvre un plan d'économie des consommations à tous les niveaux (consommation des auxiliaires, consommation spécifiques) - réhabiliter les réseaux de transport et distribution pour réduire les pertes techniques - élaborer et mettre en oeuvre des plans de déclassement des centrales dont le niveau de consommation spécifique est élevée - faire respecter les plannings de maintenance des centrales autres sites de production, transport et distribution d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> - campagnes de sensibilisation pour inciter les consommateurs à effacer certains appareils à la nuitée - Déploiement de kits solaires et utilisation de lampes basse consommation (LBC) chez les consommateurs et sur l'éclairage public - Les LBC peuvent se mettre en place rapidement en partenariat avec des fabricants (fournisseurs dans la région) et avec un financement partiel par les fonds d'appoint et une suspension temporaire des taxes - Encourager promouvoir des éco-entreprises de services éco-énergétiques et mettre à leur disposition des lignes de crédit - audit énergétique dans l'industrie, les entreprises de service

	Etats et Collectivités locales	Opérateurs d'électricité	Consommateurs finaux
Mesures de maîtrise de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'efficacité énergétique des industries et bâtiments publics - Favoriser l'efficacité des matériaux et appareillages de basse consommation - Taxer plus les importations d'appareillages usages fortement consommatrices d'énergie et polluantes - Définir et faire appliquer de nouvelles normes de construction qui tiennent compte des mesures d'économie d'énergie - Promouvoir la mise en place d'Agences nationales de Maîtrise de l'Energie 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en oeuvre des plans d'économie d'énergie - Encourager les plans de réduction des pertes de production et de distribution d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> - Inciter, dans les projets privés et d'habitat, des matériaux et appareils économes d'énergie ayant un rapide retour sur investissement

AXE STRATEGIQUE 3. - *Accélérer l'émergence d'un marché régional d'échanges d'énergie électrique de l'Afrique de l'Ouest*

Le troisième axe de la stratégie vise à accélérer l'émergence d'un marché régional d'échanges d'énergie électrique de l'Afrique de l'Ouest, en ligne avec les objectifs du WAPP (EEEOA).

Face à la faible taille des systèmes électriques nationaux, le renforcement de la coopération régionale et la mutualisation des ressources s'avèrent indispensables pour attirer plus d'investissement privé dans le secteur de l'électricité de l'UEMOA. Pour cela, l'environnement institutionnel et réglementaire du secteur doit être amélioré avec :

- la mise en place de conditions d'un marché d'échanges d'énergie attractif pour l'investissement privé, à travers la mutualisation des marchés de petite taille dans le cadre du WAPP;
- l'harmonisation des cadres institutionnels et réglementaires du secteur électrique des Etats membres de l'UEMOA et la mise en place d'un cadre régional propice au développement des partenariats publics-privés
- l'encouragement et la promotion de partenariats publics-privés permettant de mobiliser à la fois des financements privés et concessionnels
- la mise en œuvre de réformes institutionnelles garantissant une amélioration de la gouvernance des sociétés d'électricité et de la performance du secteur
- la restructuration des sociétés d'électricité et éventuellement le dégroupage des métiers de la chaîne de valeur opérationnelle du système électrique (production, transport, distribution) et le développement de l'accès aux tiers.
- L'émergence de structures de régulation du secteur indépendantes et disposant d'une autorité suffisante en matière d'arbitrage et de gestion des litiges et conflits, ainsi qu'une coordination renforcée entre les structures nationales de régulation et l'autorité de régulation régionale du WAPP avec une claire définition des rôles et responsabilités de chaque structure.

Le renforcement des dynamiques de coopération régionale permet d'optimiser l'utilisation des ressources primaires pour la génération d'électricité. Cette dynamique régionale facilite la multiplication des projets à caractère régional, accélère l'unification du marché régional et l'accès des réseaux aux tiers.

Une telle coopération régionale aux insuffisances liées à la taille des systèmes électriques.

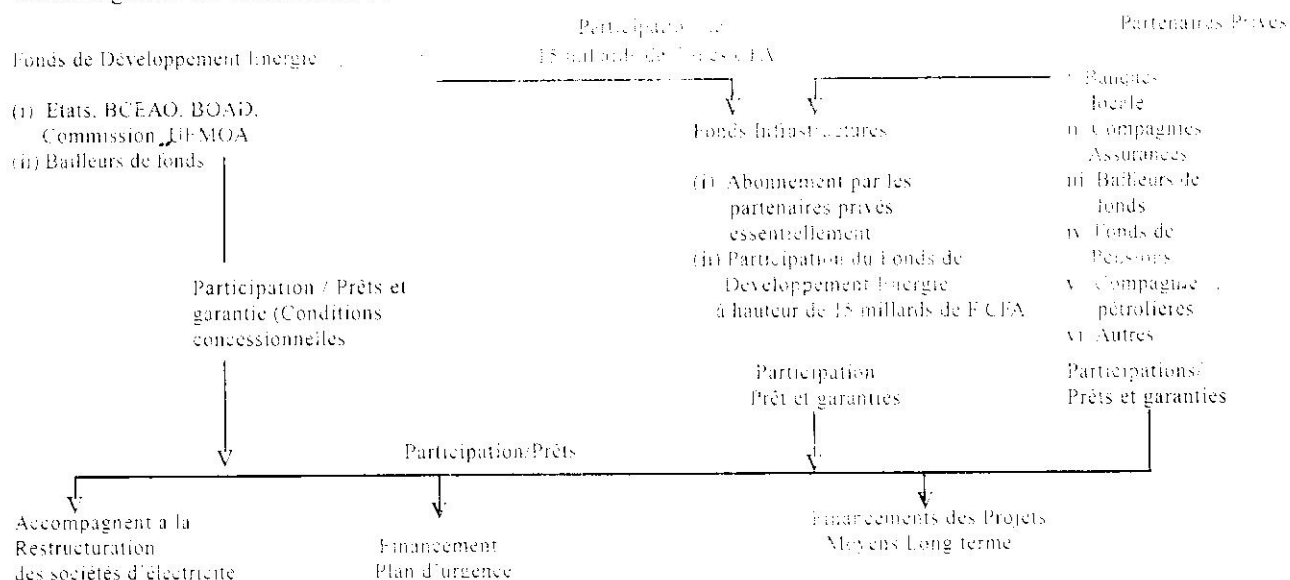
AXE STRATEGIQUE 4 - *Mettre en place un mécanisme dédié de financement du secteur de l'électricité*

L'importance des financements à mobiliser pour le développement de l'offre - plus de 20.000 milliards de francs CFA à l'horizon 2030 dont 10 % à mobiliser pour le programme d'urgence 2008-2012 requiert l'indispensable participation des bailleurs de fonds institutionnels, des fonds d'investissements privés et le développement de partenariats publics-privés.

Les investissements privés seront stimulés grâce à l'érection d'un fonds d'investissement privé totalement dédié au financement des projets d'infrastructures. Il bénéficie de l'appui d'un Fonds de développement Energie, Fonds caractère concessionnel initié à partir de ressources communautaires.

Le schéma global du financement de l'Initiative Régionale pour le Développement Durable comprend donc un Fonds de Développement Energie et un Fonds d'investissement, le Fonds Infrastructures, en plus des banques et autres partenaires financiers.

Schéma global du mécanisme de financement du secteur de l'électricité



Fonds de Développement Energie

Le Fonds de Développement Energies (FDE) servira à amorcer la mise en oeuvre de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IREDD) en contribuant au financement des projets de renforcement de l'offre, en prenant en charge le Programme Régional d'Economie d'Energie, en accompagnant les programmes de restructuration des sociétés d'électricité (prépaiement et appui à des projets rentables).

Le FDE sera également un des initiateurs du Fonds Infrastructures en participant à l'abondement dudit fonds.

Le FDE est un fonds à caractère concessionnel. Il est abondé par des ressources provenant des Etats de l'Union, des grandes institutions régionales (BCEAO, BOAD, Commission de l'UEMOA) et des bailleurs de fonds. Il interviendrait à des conditions concessionnelles, à l'image du fonds FAD de la BAD et du fonds IDA de la banque Mondiale.

Le montant total requis pour l'abondement du FDE est de 500 milliards de francs CFA. Il fera l'objet d'une dotation initiale et immédiate de 250 milliards de francs CFA dont 235 seront consacrés aux projets de renforcement de l'offre (production et réseau), à l'accompagnement des programmes de restructuration et d'assainissement des sociétés d'électricité et au financement d'un Programme régional d'Economie d'Energie. Les 15 milliards restants serviront de participation au Fonds Infrastructures.

La dotation initiale par les Etats et Institutions de l'UEMOA constitue un levier majeur permettant de mobiliser des ressources complémentaires auprès des partenaires au développement.

L'amorçage du financement et une gouvernance transparente du FDE, géré par la BOAD, sont des conditions sine qua non de réussite de la mise en oeuvre diligente du programme d'urgence et de la stratégie de développement durable du secteur de l'électricité des Etats membres de l'UEMOA.

Détail des emplois du Fonds de Développement de l'Energie (indicatif).

	EMPLOIS Financement requis
Renforcement de l'offre	
Production : réhabilitation et projets nouveaux	80 milliards de francs CFA
Réseau : réhabilitation et extension	
Accompagnement - Restructuration - Assainissement des sociétés d'électricité	
Prépaiement	50 milliards de francs CFA
Appui aux programmes de réformes et projets rentables	
Programme Régional d'Economie d'Energie (du P. l'économie sur la puissance de pointe)	
Lampe Rechargeable	1 milliard de francs CFA
Programme R. P. E.	
Maintenance des systèmes de gestion de l'énergie	10 milliards de francs CFA
Appui aux programmes de réformes et projets rentables	
Mise en place du Fonds Infrastructures	
Financement des infrastructures de l'énergie	15 milliards de francs CFA

À la fin de l'année technique, la Société d'écologie a été invitée à participer au séminaire de suivi de la convention de 1991.

et mise les critères d'éligibilité à l'arrêté n° 16 du 11/01/2010.

Le Fonds de l'éligibilité des projets-programmes soumis au financement du FDI sera basé des critères énoncés à l'article 10 de la présente Déclaration des critères d'entrée au portefeuille géré par la BOAD.

Le CTS transmet à la BOAD les dossiers des projets-programmes admis en portefeuille pour étude et préparation de propositions de financement à soumettre au Conseil des Donateurs pour décision.

Section I - De la Cellule Régionale de Coordination

Art. 9 - La Cellule Régionale de Coordination (CRC) est une structure technique interne à la Commission de l'Union.

Elle est chargée de la coordination technique de la mise en œuvre des programmes du FDI. Elle est placée sous l'autorité hiérarchique du Directeur et du Chef de Région qui ne peuvent déléguer ces fonctions à un autre responsable. Elle se rencontre hebdomadairement avec le Comité de Suivi et supervise l'exécution de l'ensemble des activités nécessaires à la réalisation des programmes.

Elle centralise les requêtes soumises au financement du FDI et procède à l'analyse de leur conformité aux critères d'éligibilité. La CRC transmet à la BOAD les requêtes jugées conformes à ces critères d'éligibilité afin d'être traitées par le FDI pour étude et préparation de la proposition de financement.

La CRC peut être assistée technique, notamment aux Etats-Unis, dans la réalisation des projets-programmes et dans la préparation des dossiers.

Chapitre III - Des dispositifs financiers

Art. 10 - Le dispositif financier de la stratégie repose sur un mécanisme global de financement comprenant notamment le Fonds de développement énergie (FDE) et un Fonds d'investissement privé à mettre en place.

Le FDE est un fonds à caractère concessionnel. Il est abondé par des ressources provenant des Etats membres de l'Union, de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO, de la BOAD et des bailleurs de fonds.

Le Fonds d'investissement privé aura, entre autres missions, à financer des projets d'infrastructures dans le domaine de l'énergie. Pourraient y souscrire notamment des investisseurs régionaux et étrangers.

L'Union adoptera des textes communautaires spécifiques sur la création, la gestion, l'organisation et le fonctionnement du FDI.

Chapitre IV - Des dispositions finales

Art. 11 - La Commission de l'UEMOA est habilitée, sur proposition du Comité de Pilotage, à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Art. 12 - La présente Déclaration, qui entre en vigueur à compter de la date de sa signature, sera publiée au Bulletin Officiel de l'Union.

Fait à Lomé, le 25 septembre 2009

Pour le Conseil des Ministres

Le Président

Charles Koffi Dagny

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Dakar Plateau

VERS DE PROXIMITE

Le 16/01/2010, à 10 heures 30 du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dakar, en bordure de mer Avenue de la République angle Peytavin consistant en un terrain n° 174, d'une contenance de 2 ha 55 a 45 ca environ et borné :

au Nord par le carrefour Avenue de la République Avenue de Peytavin et au titre foncier n° 7846-DK (ex 2746-DK) au FDI par les titres fonciers n° 660-DK (ex 17687-DC), 2618-DK (ex 30618-DC), 1-151-DK (ex 4-85-DC), 4978-DK (ex 4000-DC) et 3648-DK (ex 36872-DC) au Sud par le titre foncier n° 174-DK et à l'Ouest et au Nord-Ouest par l'Océan Atlantique dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines de Dakar Plateau, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, suivant réquisition du 16 octobre 2009 n° 12.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Pinto Sene.

